2. Flux financiers

Christoph Stamm et Gérard Perroulaz

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/aspd/488>

DOI : 10.4000/aspd.488

ISSN : 1663-9669

Éditeur

Institut de hautes études internationales et du développement

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2004

Pagination : 261-279

ISSN : 1660-5934

Référence électronique

Christoph Stamm et Gérard Perroulaz, « 2. Flux financiers », *Annuaire suisse de politique de développement* [En ligne], 23-1 | 2004, mis en ligne le 16 mars 2010, consulté le 08 septembre 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/aspd/488> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/aspd.488>

2. Flux financiers

Commentaire

Le Comité d'aide au développement publie des données statistiques sur l'ensemble des apports financiers aux pays en développement. Le CAD distingue quatre types de flux : l'APD, les autres apports du secteur public (dont les crédits publics à l'exportation), les dons des organismes privés bénévoles et les apports privés aux conditions de marché (flux privés). Les fonds privés se composent des investissements directs, des investissements de portefeuille et des crédits privés à l'exportation. Pour la Suisse, les données statistiques concernant les flux privés sont très lacunaires. La Banque nationale suisse publie des données sur les investissements directs à l'étranger (tableaux 2.4), mais les données sur les investissements de portefeuille sont loin d'être complètes.

Graphique 3 : Apports financiers aux pays en développement (mio. fr.)

Sources : OCDE, *Coopération pour le développement*, rapports 2002 (tableau 14), 1999 (tableau 14) et 1997 (tableau 21).

¹ Les valeurs en pourcentage se basent sur le total des flux positifs.

Le graphique 3 montre l'évolution des apports financiers aux pays en développement depuis 1994. Les apports du secteur privé ont pris une importance grandissante jusqu'en 1997, alors que l'APD était en baisse. A partir de 2000 on observe un net renversement de tendance puisque les flux privés sont en chute libre et passent de 115 milliards de dollars en 1999 à 19 milliards de dollars en 2002. L'APD est beaucoup moins volatile que les flux privés. Sa part relative a cependant augmenté depuis le bas historique de 26 % en 1997 à 68 % en 2002. Les « autres apports du secteur public » se sont avérés négatifs ces dernières années, les remboursements ayant été plus importants que les crédits accordés.

En comparant les apports des différents pays membres du CAD, on peut constater qu'il n'y a pas de corrélation entre le RNB (revenu national brut) par habitant, l'importance relative des flux de capitaux privés et celle de l'aide publique au développement (tableau 2.2). Dans l'introduction de la partie 3 des statistiques, les graphiques 9 et 10 montrent le classement des pays selon le versement d'APD (en milliards de dollars et en % du RNB).

Avoirs et engagements à l'étranger des banques établies en Suisse (graphique 4 et tableaux 2.3.B)

La Banque nationale suisse (BNS) publie une statistique des avoirs et engagements à l'étranger des banques établies en Suisse. Les données reposent sur les informations communiquées par 110 banques qui effectuent des opérations internationales. Les avoirs et les engagements des comptoirs (mais pas des filiales) à l'étranger sont compris dans la statistique. La BNS distingue les opérations que les banques effectuent pour leur propre compte (inscrites au bilan, tableau 2.3.B.1) des transactions réalisées pour le compte et aux risques des clients (opérations fiduciaires, tableau 2.3.B.2). Le graphique 4 ci-dessous montre les principales provenances des engagements de la Suisse envers les clients de pays en développement, des « pays en développement avancés » et des PECO/NEI. Les banques suisses géraient ainsi fin 2002 des fonds pour le compte de clients étrangers pour un montant total de 267 milliards de francs, dont 80 milliards de francs pour le compte de clients de pays en développement (2^e colonne du tableau 2.3.B.2). Le graphique 4 permet de voir que les banques suisses gèrent des fonds surtout en provenance de paradis fiscaux et de centres financiers offshore, de pays en développement relativement avancés et de pays exportateurs de pétrole, mais figure aussi un pays très pauvre (le Libéria) et un pays connaissant une crise économique très grave en 2002 (Argentine).

Graphique 4: Engagements nets à titre fiduciaire à l'étranger des banques établies en Suisse, en millions de francs au 31 décembre 2002

Source : Banque nationale suisse, *Les banques suisses en 2002*, <www.snb.ch>. Berne 2003.

Stocks d'investissements directs suisses à l'étranger (graphique 5, tableau 2.4.A)

Le graphique 5 met en évidence la concentration des investissements directs suisses dans les pays industrialisés. Pour ce qui concerne les pays en développement, l'Amérique centrale et du Sud constitue la destination préférée.

Graphique 5: Répartition géographique des stocks d'investissements directs suisses à l'étranger en 2002 (total 409'655 millions fr.)

Effectif du personnel dans les entreprises suisses à l'étranger (graphique 6, tableau 2.4.B)

La tendance décrite auparavant se reflète dans la distribution géographique du personnel des entreprises suisses, à l'exception du personnel employé dans les pays en développement asiatiques plus nombreux que celui en Amérique centrale et du Sud.

Graphique 6: Répartition géographique de l'effectif du personnel dans les entreprises suisses à l'étranger en 2002 (total 1'826'740)

2.1. Aperçu général des flux financiers destinés aux pays en développement

A. Flux nets en provenance de la Suisse (2000, 2001 et 2002)

Catégories	2000	2001	2002	2000	2001	2002
	En millions de francs			En % du RNB		
1. Capitaux privés ¹	1 681,1	-2 112,0	1 695,4	0,39	-0,47	0,37
dont : Investissements directs	1 914,1	-1 867,4	1 902,4			
Crédits à l'exportation	844,0	-242,9	-207,1			
Investissements de portefeuille	-1 076,9	-1,7	-			
2. Aide publique au développement ²	1 502,2	1 531,7	1 461,8	0,34	0,34	0,32
3. Autres apports publics ³	13,5	10,1	4,7	0,00	0,00	0,00
4. Dons des organismes privés bénévoles ⁴	274,1	303,4	314,5	0,06	0,07	0,07
Total	3 471,0	-266,8	3 476,3	0,80	-0,06	0,75
Dont flux assortis de :						
<i>conditions du marché (=1+3)</i>	<i>1 694,7</i>	<i>-2 101,9</i>	<i>1 700,0</i>	<i>0,3</i>	<i>-0,4</i>	<i>0,3</i>
<i>conditions libérales (=2+4)</i>	<i>1 776,4</i>	<i>1 835,1</i>	<i>1 776,3</i>	<i>0,4</i>	<i>0,4</i>	<i>0,3</i>
RNB de la Suisse	435 478,2	450 501,8	462 369,6			

Source : OCDE, Statistical Annex of the 2003 Development Co-operation Report, Paris : janvier 2004.

2.1. Aperçu général des flux financiers destinés aux pays en développement

B. Flux nets en provenance des pays membres du CAD (2000, 2001 et 2002)

Catégories	2000	2001	2002	2000	2001	2002
	En millions de dollars			En % du RNB		
1. Capitaux privés ¹	78 128,0	49 745,0	18 899,0	0,32	0,21	0,08
dont : Investissements directs	71 729,0	66 041,0	48 844,0			
Crédits à l'exportation	7 352,0	2 736,0	14,0			
Investissements de portefeuille	-953,0	-19 032,0	-29 959,0			
2. Aide publique au développement ²	53 734,0	52 336,0	58 274,0	0,22	0,22	0,23
3. Autres apports publics ³	-4 537,0	-549,0	-45,0	-0,02	0,00	0,00
4. Dons des organismes privés bénévoles ⁴	6 934,0	7 289,0	8 765,0	0,03	0,03	0,04
Total	134 259,0	108 821,0	85 893,0	0,56	0,46	0,35
Dont flux assortis de :						
<i>conditions du marché (=1+3)</i>	<i>73 591,0</i>	<i>49 196,0</i>	<i>18 854,0</i>	<i>0,31</i>	<i>0,21</i>	<i>0,08</i>
<i>conditions libérales (=2+4)</i>	<i>60 668,0</i>	<i>59 625,0</i>	<i>67 039,0</i>	<i>0,25</i>	<i>0,25</i>	<i>0,27</i>
En milliards de dollars						
RNB des pays du CAD	24 055,0	23 815,0	24 825,0			

Source : OCDE, Statistical Annex of the 2003 Development Co-operation Report, Paris : janvier 2004.

RNB = Revenu national brut.

Notes 1 à 4 : voir page suivante.

Note : les catégories de flux financiers figurant dans le tableau ont été définies par le Comité d'aide au développement de l'OCDE.

1. **Les flux de capitaux privés** sont des apports de ressources aux conditions du marché provenant de l'économie privée.
 - ❑ Investissements directs : investissements effectués pour acquérir ou augmenter des intérêts durable dans une entreprise d'un autre pays. Les flux d'investissements directs correspondent à la variation de l'actif net que les filiales représentent dans la comptabilité de la société-mère. Ils ne sont pas forcément accompagnés de transferts de capitaux au sens de la définition de la balance des paiements donnée par le Fonds monétaire international. La statistique est établie sur la base des données communiquées par les entreprises.
 - ❑ Les crédits à l'exportation sont des prêts, accordés pour une durée de plus d'un an pour l'achat de marchandises dans le pays créancier. Les montants indiqués dans le tableau concernent seulement les prêts garantis.
 - ❑ Les investissements de portefeuille comprennent deux types de flux :
 - a) Les apports bilatéraux : souscription d'obligations émises par des Etats du tiers-monde ou par des sociétés établies dans des pays en développement, acceptation de reconnaissance de dettes, achat d'actions, d'obligations et de biens immobiliers.
 - b) Les apports multilatéraux : investissements du secteur privé bancaire et non bancaire dans des titres émis par des institutions multilatérales.
 - ❑ Les flux bancaires, qui représentent la variation annuelle des avoirs nets détenus par les banques résidentes (y compris les comptoirs à l'étranger) vis-à-vis des pays en développement, ne sont pas comptés.
2. **L'aide publique au développement (APD)** représente l'ensemble des flux financiers accordés aux pays et territoires figurant dans la partie 1 de la liste des pays bénéficiaires de l'aide établie par le CAD (pays en développement). L'APD comprend aussi les contributions aux institutions multilatérales de financement provenant de fonds publics (y compris, en ce qui concerne la Suisse, les prestations des cantons et des communes). Ces prestations sont en principe fournies dans le but essentiel de favoriser le développement économique des pays en développement et elles sont accordées à des conditions de faveur. Pour les composantes de l'APD, voir les tableaux de la section 3.

Le chiffre d'aide publique au développement fourni par la Suisse figurant dans les statistiques du CAD peut être différent de celui qui figure dans les statistiques suisses, ceci pour deux raisons :

 - a) la Confédération s'acquitte de certaines contributions internationales par l'émission de notes dont l'encaissement intervient ultérieurement. Ces engagements sont compris dans le chiffre de l'aide déclaré à l'OCDE au moment de l'engagement, alors que la Confédération publie un montant d'aide sur la base des versements effectifs de l'année.
 - b) Des différences dans le montant de l'APD de la Suisse peuvent aussi provenir de révisions des données statistiques pendant l'année. Les sources de certains tableaux peuvent dater de 2003 (Rapport annuel de la coopération internationale) ou de chiffres communiqués par la DDC ultérieurement (février 2004). Ceci explique que certains chiffres ont été révisés.
3. **Les autres apports du secteur public** comprennent tous les autres moyens mis à disposition des pays en développement par des collectivités publiques mais qui ne sont pas assortis de conditions de faveur.
4. **Les dons des organismes privés bénévoles** comprennent les prestations accordées par des institutions sans but lucratif (sans les subventions reçues du secteur public).

Le revenu national brut (RNB) de la Suisse est estimé aux prix (courants) du marché.

2.2. Relations entre le revenu national brut (RNB), les flux nets de capitaux privés et l'aide publique au développement

Comparaisons entre les pays membres du CAD (2002)

Pays membres du Comité d'aide au développement	Revenu national brut (RNB)			Flux nets de capitaux privés ¹			Flux nets d'APD ²			
	Montants		Par habitant	Montants		En % du RNB	Montants		En % du RNB	
	Mia \$	%	\$	Mio \$	%	Rang	Mio \$	%	%	Rang
Etats-Unis	10490	42,3	36400	5173	0,05	8	13290	22,81	0,13	22
Japon	4065	16,4	31900	-573	-0,01	13	9283	15,93	0,23	18
Allemagne	1987	8,0	24100	-1124	-0,06	16	5324	9,14	0,27	14
Royaume-Uni	1595	6,4	27000	13547	0,85	3	4924	8,45	0,31	11
France	1439	5,8	24200	-1392	-0,10	17	5486	9,41	0,38	8
Italie	1174	4,7	20300	-563	-0,05	15	2332	4,00	0,20	21
Canada	718	2,9	22800	188	0,03	12	2006	3,44	0,28	12
Espagne	652	2,6	15800	6404	0,98	2	1712	2,94	0,26	15
Pays-Bas	412	1,7	25500	-5310	-1,29	21	3338	5,73	0,81	4
Australie	387	1,6	19800	-433	-0,11	18	989	1,70	0,26	16
Suisse	297	1,2	40600	1089	0,37	5	939	1,61	0,32	10
Belgique	248	1,0	24000	86	0,03	9	1072	1,84	0,43	6
Suède	239	1,0	26700	199	0,08	6	1991	3,42	0,83	3
Autriche	204	0,8	25400	1325	0,65	4	520	0,89	0,26	17
Norvège	191	0,8	42000	131	0,07	7	1696	2,91	0,89	2
Danemark	170	0,7	31700	-63	-0,04	14	1643	2,82	0,96	1
Grèce	133	0,5	12200	40	0,03	10	276	0,47	0,21	20
Finlande	131	0,5	25200	-676	-0,52	20	462	0,79	0,35	9
Portugal	119	0,5	11500	-150	-0,13	19	323	0,55	0,27	13
Irlande	99	0,4	25500	986	1,00	1	398	0,68	0,40	7
Nouvelle-Zélande	55	0,2	13900	17	0,03	11	122	0,21	0,22	19
Luxembourg	19	0,1	43300	-	-	-	147	0,25	0,77	5
Total ou moyenne	24825	100,0	28800	18899	0,08		58274	100,00	0,23	

Source : OCDE, Statistical Annex of the 2003 Development Co-operation Report, Paris : janvier 2004.

Note : Voir aussi les graphiques 9 et 10 dans la partie statistique 3 « Aide publique au développement ».

¹ Y compris des montants affectés à l'annulation de créances commerciales. La remise de créances militaires n'est pas comptée.

² L'APD fournie par la France comprend l'aide aux territoires d'outre mer (TOM), mais pas les transferts aux départements d'outre-mer (DOM).

2.3. Aperçu des relations financières avec le monde

A. Emprunts de débiteurs étrangers, par groupes de pays, en millions de francs¹

1. Année 2002

Groupe de pays	Valeur d'émission	Remboursement	Prélèvements nets sur le marché ²
Union européenne	29 068,9	15 310,6	13 758,3
Reste de l'Europe	4 003,0	2 061,7	1 941,3
Etats-Unis, Canada	5 292,5	6 789,0	-1 496,5
Caraïbes	3 636,0	2 742,3	893,7
Amérique latine	0,0	0,0	0,0
Moyen-Orient, Afrique	0,0	0,0	0,0
Japon	0,0	1 100,0	-1 100,0
Australie, Nouvelle-Zélande	1 048,0	200,0	848,0
Autres pays Asie, Océanie	0,0		0,0
Organisation internationales de développement ³	693,3	725,0	-31,7
Total	43 741,7	28 928,6	14 813,1

2. Année 2003

Groupe de pays	Valeur d'émission	Remboursement	Prélèvements nets sur le marché ²
Union européenne	34 642,6	17 852,3	16 790,3
Reste de l'Europe	5 723,6	2 197,8	3 525,8
Etat-Unis, Canada	3 366,7	6 248,0	-2 881,3
Caraïbes	3 850,5	5 633,5	-1 783,0
Amérique latine	0,0	0,0	0,0
Moyen-Orient, Afrique	0,0	0,0	0,0
Japon	0,0	850,0	-850,0
Australie, Nouvelle-Zélande	601,7	500,0	101,7
Autres pays d'Asie, Océanie	0,0	0,0	0,0
Organisations internationales de développement ³	301,8	1 100,0	-798,2
Total	48 486,9	34 381,6	14 105,3

Source : Banque nationale suisse, *Bulletin mensuel de statistiques économiques*, Berne : janvier 2004.

¹ Emissions publiques.

² Valeur d'émission moins remboursements.

³ Groupe de la Banque mondiale (BIRD, IDA, SFI, AMGI), Banque interaméricaine de dév. (BID), Banque africaine de développement (BAfD), Banque asiatique de développement (BASD), Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD).

2.3. Aperçu des relations financières avec le monde

B. Avoirs et engagements à l'étranger des banques établies en Suisse¹

1. Avoirs et engagements figurant aux bilans² Situation au 31 décembre 2002

Pays ³	Avoirs A	Engagem. B	Solde C = A-B	Couverture D = A/B
En millions de francs			Avoirs/Eng.	
Pays industrialisés	1 179 831	962 558	217 273	1,23
PECO/NEI	4 956	4 132	824	1,20
Pays en développement et en dév. avancés (PVD)	131 631	226 772	-95 141	0,58
PVD Europe	6 335	8 762	-2 427	0,72
PVD Amériques	63 498	102 579	-39 081	0,62
PVD Afrique	5 585	12 101	-6 516	0,46
PVD Asie, Pacifique	56 213	103 330	-47 117	0,54

Détail Pays :

Union Européenne et AELE	662 082	523 371	138 711	1,27
Royaume-Uni	328 151	247 197	80 954	1,33
Allemagne	98 482	65 210	33 272	1,51
France	72 020	63 350	8 670	1,14
Belgique	20 440	32 068	-11 628	0,64
Italie	39 171	31 614	7 557	1,24
Luxembourg	19 302	30 114	-10 812	0,64
Pays-Bas	23 858	13 836	10 022	1,72
Espagne	10 806	10 591	215	1,02
Autres pays	49 852	29 391	20 461	1,70
PECO/NEI	4 956	4 132	824	1,20
Russie	2 845	2 307	538	1,23
Pologne	656	351	305	1,87
Tchèque, Rép.	237	343	-106	0,69
Ukraine	34	332	-298	0,10
Autres pays	1 184	799	385	1,48
PVD Europe	6 335	8 762	-2 427	0,72
Turquie	2 356	3 279	-923	0,72
Gibraltar	1 004	2 264	-1 260	0,44
Chypre	1 888	1 652	236	1,14
Serbie & Monténégro	51	562	-511	0,09
Croatie	86	521	-435	0,17
Autres pays	950	484	466	1,96
Reste de l'Europe	47 333	137 101	-89 768	0,35
Jersey	41 904	65 194	-23 290	0,64
Guernesey	2 339	60 502	-58 163	0,04
Monaco	2 319	9 664	-7 345	0,24
Ile de Man	704	1 425	-721	0,49
Autres pays	67	316	-249	0,21

→

Pays ³	Avoirs A	Engagem. B	Solde C = A-B	Couverture D = A/B
En millions de francs				Avoirs/Eng.
Etats-Unis, Canada	409 292	259 296	149 996	1,58
PVD Amérique du N. et Centr.	57 225	90 187	-32 962	0,63
Antilles britanniques	13 073	27 824	-14 751	0,47
Iles Caïmans	25 072	26 622	-1 550	0,94
Bahamas	3 781	11 668	-7 887	0,32
Panama	3 206	9 524	-6 318	0,34
Bermudes	4 776	7 113	-2 337	0,67
Antilles néerlandaises	1 237	1 909	-672	0,65
Méxique	3 871	1 720	2 151	2,25
Antigua et Barbuda	252	968	-716	0,26
Belize	193	685	-492	0,28
Iles Turcs et Caïcos	82	365	-283	0,22
Autres pays	1 682	1 789	-107	0,94
Amérique du Sud	6 273	12 392	-6 119	0,51
Brésil	2 438	4 807	-2 369	0,51
Argentine	875	2 635	-1 760	0,33
Venezuela	1 067	2 444	-1 377	0,44
Uruguay	187	744	-557	0,25
Pérou	346	529	-183	0,65
Chili	266	496	-230	0,54
Colombie	844	368	476	2,29
Autres pays	250	369	-119	0,68
Afrique	5 585	12 101	-6 516	0,46
Libéria	1 712	2 116	-404	0,81
Afrique du Sud	1 208	2 084	-876	0,58
Egypte	710	1 882	-1 172	0,38
Libye	127	1 334	-1 207	0,10
Kenya	229	769	-540	0,30
Maroc	244	593	-349	0,41
Côte d'Ivoire	316	394	-78	0,80
Nigéria	97	357	-260	0,27
Soudan	90	336	-246	0,27
Tunisie	51	325	-274	0,16
Autres pays	801	1 911	-1 110	0,42
Moyen-Orient	12 826	41 794	-28 968	0,31
Syrie	68	14 764	-14 696	0,00
Arabie Saoudite	3 491	6 608	-3 117	0,53
Emirats arabes Unis	1 672	5 428	-3 756	0,31
Israël	1 750	4 449	-2 699	0,39
Jordanie	208	2 199	-1 991	0,09
Koweït	1 218	2 142	-924	0,57
Liban	794	1 950	-1 156	0,41
Iran	1 222	1 914	-692	0,64
Bahreïn	1 800	871	929	2,07
Yémen	232	644	-412	0,36
Irak	169	386	-217	0,44
Autres pays	202	439	-237	0,46

Pays ³	Avoirs A	Engagem. B	Solde C = A-B	Couverture D = A/B
En millions de francs				Avoirs/Eng.
Australie, Nouvelle-Zélande	8 125	8 587	- 462	0,95
Japon	52 999	34 203	18 796	1,55
PVD Asie, Océanie	43 387	61 536	-18 149	0,71
Hongkong	11 023	20 596	-9 573	0,54
Singapour	13 370	13 813	-443	0,97
Taiwan	1 981	6 080	-4 099	0,33
Indonésie	3 062	4 991	-1 929	0,61
Corée du Sud	7 012	4 396	2 616	1,60
Chine, Rép. Pop.	1 239	2 200	-961	0,56
Pakistan	769	1 929	-1 160	0,40
Inde	753	1 847	-1 094	0,41
Malaisie	1 065	1 472	-407	0,72
Philippines	1 454	1 380	74	1,05
Thaïlande	1 050	1 081	-31	0,97
Autres pays	609	1 751	-1 142	0,35
Total⁴	131 6420	119 3463	122 957	1,10

Source : Banque nationale suisse, *Les banques suisse édition 2002*, Berne : 2003.

Remarques : La Banque nationale suisse publie une statistique des avoirs et des engagements à l'étranger des banques établies en Suisse. Elle distingue les opérations que les banques effectuent pour leur propre compte (inscrites au bilan, voir tableau 2.3.B.1) des transactions réalisées pour le compte et aux risques des clients (opérations fiduciaires, tableau 2.3.B.2). La statistique montre que les avoirs des banques suisses dans les pays en développement sont inférieurs à leurs engagements envers ces pays. En 2002, le taux de couverture a atteint 58 %.

Notes des tableaux 2.3.B.1 et 2.3.B.2

¹ Selon les comptes communiqués par 110 banques qui effectuent des opérations internationales. Les avoirs et les engagements des comptoirs (mais pas ceux des filiales) à l'étranger sont compris dans la statistique.

² Une partie seulement des opérations bancaires avec l'étranger se reflète dans les bilans : les transactions que les banques effectuent pour leur propre compte. Par contre, les services que les banques rendent à la clientèle, comme la gestion de fortune, les opérations en bourse, les émissions, les opérations fiduciaires, le commerce des devises, l'ouverture d'accréditifs, les cautionnements, etc., n'apparaissent pas dans les bilans.

³ Classification des pays selon la liste du CAD, (voir à la fin du présent livre).

⁴ Sans les métaux précieux.

2.3. Aperçu des relations financières avec le monde

B. Avoirs et engagements à l'étranger des banques établies en Suisse¹

2. Avoirs et engagements à titre fiduciaire²

Situation au 31 décembre 2002

Pays ³	Avoirs A	Engagem. B	Solde C = A-B	Couverture D = A/B
En millions de francs				Avoirs/Eng.
Pays industrialisés	301 710	107 628	194 082	2,80
PECO/NEI	377	5 129	-4 752	0,07
Pays en développement et en dév. avancés (PVD)	12 596	154 484	-141 888	0,08
PVD Europe	781	7 929	-7 148	0,10
PVD Amériques	9 359	88 957	-79 598	0,11
PVD Afrique	279	11 288	-11 009	0,02
PVD Asie, Pacifique	2 177	46 310	-44 133	0,05

Détail Pays :

Union Européenne et AELE	239 162	73 201	165 961	3,27
Royaume-Uni	43 014	15 398	27 616	2,79
Italie	649	13 048	-12 399	0,05
France	35 075	9 930	25 145	3,53
Allemagne	11 480	8 787	2 693	1,31
Espagne	1 427	7 340	-5 913	0,19
Belgique	23 806	5 632	18 174	4,23
Grèce	0	4 466	-4 466	0,00
Pays-Bas	41 795	2 204	39 591	18,96
Luxembourg	76 747	2 165	74 582	35,45
Portugal	357	1 445	-1 088	0,25
Autres pays	4 812	2 786	2 026	1,73
PECO/NEI	377	5 129	-4 752	0,07
Russie	168	3 858	-3 690	0,04
Ukraine	0	267	-267	0,00
Pologne	10	237	-227	0,04
Autres pays	199	767	-568	0,26
PVD Europe	781	7 929	-7 148	0,10
Turquie	480	4 442	-3 962	0,11
Gibraltar	0	1 887	-1 887	0,00
Chypre	61	914	-853	0,07
Malte	240	338	-98	0,71
Autres pays	0	348	-348	0,00
Reste de l'Europe	58 443	24 360	34 083	2,40
Jersey	22 076	13 878	8 198	1,59
Ile de Man	0	5 390	-5 390	0,00
Monaco	591	2 681	-2 090	0,22
Guernesey	31 310	2 205	29 105	14,20
Autres pays	4 466	206	4 260	21,68

Voir notes page précédente.

Pays ³	Avoirs A	Engagem. B	Solde C = A-B	Couverture D = A/B
En millions de francs			Avoirs/Eng.	
Etats-Unis, Canada	3437	7823	-4386	0,44
PVD Amérique du N. et Centr.	9127	73503	-64376	0,12
Antilles britanniques	374	31742	-31368	0,01
Panama	84	16008	-15924	0,01
Iles Caïmans	3833	7262	-3429	0,53
Bahamas	4010	6242	-2232	0,64
México	26	3270	-3244	0,01
Antilles néerlandaises	469	2988	-2519	0,16
Bermudes	0	1828	-1828	0,00
Belize	0	908	-908	0,00
Iles Turcs et Caicos	0	766	-766	0,00
Saint-Vincent	0	526	-526	0,00
Autres pays	331	1963	-1632	0,17
Amérique du Sud	232	15454	-15222	0,02
Brésil	112	5137	-5025	0,02
Argentine	37	4765	-4728	0,01
Venezuela	0	2668	-2668	0,00
Uruguay	0	1227	-1227	0,00
Colombie	0	435	-435	0,00
Chili	30	402	-372	0,07
Equateur	0	319	-319	0,00
Pérou	22	242	-220	0,09
Paraguay	0	221	-221	0,00
Autres pays	31	38	-7	0,82
Afrique	279	11288	-11009	0,02
Libéria	0	2372	-2372	0,00
Egypte	0	2305	-2305	0,00
Maroc	0	985	-985	0,00
Nigéria	0	780	-780	0,00
Afrique du Sud	22	779	-757	0,03
Kenya	0	710	-710	0,00
Angola	0	611	-611	0,00
Libye	0	402	-402	0,00
Maurice	0	389	-389	0,00
Algérie	0	272	-272	0,00
Tunisie	0	252	-252	0,00
Côte d'Ivoire	0	230	-230	0,00
Autres pays	257	1201	-944	0,21

→

Pays ³	Avoirs A	Engagem. B	Solde C = A-B	Couverture D = A/B
En millions de francs				Avoirs/Eng.
Moyen-Orient	629	32 742	-32 113	0,02
Arabie Saoudite	0	10 300	-10 300	0,00
Emirats arabes Unis	0	8 075	-8 075	0,00
Liban	376	4 151	-3 775	0,09
Israël	0	3 844	-3 844	0,00
Jordanie	0	1 734	-1 734	0,00
Koweït	0	1 263	-1 263	0,00
Bahreïn	0	882	-882	0,00
Iran	0	696	-696	0,00
Syrie	0	689	-689	0,00
Yémen	0	484	-484	0,00
Oman	0	284	-284	0,00
Autres pays	253	340	-87	0,74
Australie, Nouvelle-Zélande	24	1 356	-1 332	0,02
Japon	644	888	-244	0,73
PVD Asie, Océanie	1 548	13 568	-12 020	0,11
Hongkong	462	4 585	-4 123	0,10
Taiwan	0	1 427	-1 427	0,00
Singapour	1 043	1 348	-305	0,77
Inde	0	1 086	-1 086	0,00
Pakistan	0	1 036	-1 036	0,00
Thaïlande	0	716	-716	0,00
Indonésie	0	635	-635	0,00
Philippines	0	554	-554	0,00
Malaisie	0	435	-435	0,00
Corée du Sud	0	244	-244	0,00
Iles Marshall	0	206	-206	0,00
Autres pays	43	1 296	-1 253	0,03
Total¹	314 684	267 247	47 437	1,18

Source : Banque nationale suisse, *Les banques suisse édition 2002*, Berne : 2003.

Voir notes page 271.

2.4. Investissements directs suisses à l'étranger, en millions de francs

A. Répartition géographique des flux et stocks d'investissements par année

Pays	Flux d'investissements			Stock d'investissements		
	2001	2002	Variat. absolue 02/01	2001	2002	Variation 02/01 en %
Pays industr. et PECO/NEI et autres pays européens¹	23 735	12 611	-11 124	327 049	309 335	-5,7
Pays en développement et en dév. avancé (non européens)	7 048	-800	-7 848	98 232	100 320	2,1
Asie ²	700	927	-177	28 926	29 777	2,9
Amérique centrale et du Sud	6 205	-1 236	-7 441	64 903	67 047	3,3
Afrique	143	-491	-634	4 403	3 496	-20,6
<i>Détail Pays</i>						
Union Européenne	11 632	7 271	- 4 361	180 530	179 839	-0,4
Belgique	-545	2 030	2 575	10 823	11 949	10,4
Danemark	-29	56	85	1 226	1 298	5,9
Allemagne	5 696	240	-5 456	27 630	27 673	0,2
Finlande	99	-7	-106	2 197	2 015	-8,3
France	-1 582	1 076	2 658	17 495	20 110	14,9
Grèce	167	241	74	1 821	1 748	-4,0
Irlande	-4 713	147	4 860	10 255	7 836	-23,6
Italie	1 958	773	-1 185	8 828	10 039	13,7
Luxembourg	7 825	-2 956	-10 781	24 501	18 746	-23,5
Pays-Bas	167	1 505	1 338	17 845	19 951	11,8
Autriche	399	431	32	4 782	4 636	-3,1
Portugal	270	-28	-298	1 821	1 849	1,5
Suède	-165	2 995	3 160	5 090	4 855	-4,6
Espagne	1 382	480	-902	6 408	7 771	21,3
Royaume-Uni ³	703	288	-415	39 808	39 363	-1,1
Reste de l'Europe	1 775	2 564	789	34 37	33 232	-3,3
AELE	247	791	544	3 679	3 180	-13,6
Croatie	21	7	-14	241	157	-34,9
Pologne	209	-152	-361	2 469	2 296	-7,0
Fédération de Russie	696	151	-545	1 597	1 362	-14,7
République tchèque	274	55	-219	1 952	2 011	3,0
Slovaquie	9	53	44	166	180	8,4
Hongrie	170	28	-142	1 228	660	-46,3
Turquie	-158	246	404	1 010	1 042	3,2
Etats-Unis, Canada	9 728	3 238	-6 490	104 742	83 982	-19,8
Autres pays dével. non européens	442	-216	-658	8 416	13 324	58,3
Australie, Nouvelle-Zélande	-44	424	221	3 743	5 407	44,5
Japon	487	-640	-1 127	4 673	7 917	69,4

¹ Sans la Turquie.

² Avec la Turquie.

³ Y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man.

Pays	Flux d'investissements			Stock d'investissements		
	2001	2002	Variat. absolue 02/01	2001	2002	Variation 02/01 en %
Asie	858	681	-177	27 916	28 735	2,9
Hong Kong	258	-202	-460	2 825	2 936	3,9
Corée (Sud)	86	-11	-9	831	1 122	35,0
Malaisie	67	-34	-101	1 399	1 163	-16,9
Philippines	98	-272	-370	1 999	2 044	2,3
Singapour	-523	1 037	1 560	13 056	14 345	9,9
Taïwan	34	31	-3	901	732	-18,8
Thaïlande	206	167	-39	1 322	955	-27,8
Chine (Rép. pop.)	181	-64	-245	2 061	1 911	-7,3
Inde	139	76	-63	567	620	9,3
Indonésie	156	36	-120	627	908	44,8
Liban	12	17	5	127	0	-100,0
Pakistan	42	18	-24	236	260	10,2
Arabie Saoudite	-6	7	13	224	184	-17,9
Emirats arabes unis	55	-51	-106	327	416	27,2
Vietnam	-19	-40	-21	159	47	-70,4
Amérique centrale et du Sud	6 205	-1 236	-7 441	64 903	67 047	3,3
Argentine	533	-542	-1 075	1 701	654	-61,6
Brésil	-808	-616	192	5 636	3 717	-34,0
Chili	-163	-8	155	831	436	-47,5
Mexique	941	184	-757	5 033	4 198	-16,6
Costa Rica	13	17	4	158	217	37,3
Equateur	55	42	-13	439	453	3,2
Guatemala	-8	-8	0	80	133	66,3
Colombie	-70	-189	-119	1 151	1 208	5,0
Pérou	36	-42	-78	291	262	-10,0
Uruguay	90	152	62	414	586	41,5
Venezuela	176	-239	-415	1 163	664	-42,9
Centres financiers off-shore	5 546	-512	-6 058	46 447	49 808	7,2
Afrique	143	-491	-634	4 403	3 496	-20,6
Egypte	82	48	-34	602	413	-31,4
Côte d'Ivoire	-6	-93	-87	117	61	-47,9
Maroc	37	25	-12	288	210	-27,1
Nigéria	8	3	-5	31	34	9,7
Afrique du Sud	54	-238	-292	1 246	1 252	0,5
Total Monde	30 783	11 811	-18 972	425 281	409 655	-3,7

Source : Banque National Suisse, *Bulletin mensuel de statistiques économiques*, Berne : janvier 2004.

2.4. Personnel dans les entreprises suisses à l'étranger

B. Effectif du personnel en fin d'année

Pays	Nombre d'employés		
	2001	2002	Variation 02/01 en %
Pays industrialisés et PECO/NEI et autres pays européens ¹	1 268 384	1 341 145	5,7
Pays en développement et en dév. avancé (non européens)	456 394	485 595	6,4
Asie ²	230 882	254 290	10,1
Amérique centrale et du Sud	161 776	160 106	-1,0
Afrique	63 736	71 199	11,7
<i>Détail Pays :</i>			
Union Européenne	767 683	800 693	4,3
Belgique	23 107	24 534	6,2
Danemark	14 766	13 204	-10,6
Allemagne	215 655	225 573	4,6
Finlande	15 668	15 891	1,4
France	136 930	149 003	8,8
Grèce	8 844	9 211	4,1
Irlande	6 075	5 359	-11,8
Italie	64 568	63 886	-1,1
Luxembourg	2 379	2 499	5,0
Pays-Bas	27 860	34 318	23,2
Autriche	34 870	30 906	-11,4
Portugal	10 235	13 629	33,2
Suède	28 292	27 086	-4,3
Espagne	58 830	59 500	1,1
Royaume-Uni ³	119 606	126 093	5,4
Reste de l'Europe	111 525	148 544	33,2
AELE	13 238	12 732	-3,8
Croatie	3 237	3 035	-6,2
Pologne	19 944	21 215	6,4
Fédération de Russie	12 311	37 616	205,5
République tchèque	19 148	20 390	6,5
Slovaquie	3 393	4 183	23,3
Hongrie	11 735	12 882	9,8
Turquie	9 266	9 774	5,5
Etats-Unis, Canada	339 827	335 772	-1,2
Autres pays développés non européens	58 615	65 910	12,4
Australie, Nouvelle-Zélande	29 271	30 176	3,1
Japon	29 344	35 734	21,8

¹ Sans la Turquie.

² Avec la Turquie.

³ Y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man.

Pays	Nombre d'employés		
	2001	2002	Variation 02/01 en %
Asie	221 616	244 516	10,3
Hong Kong	14 901	16 553	11,1
Corée (Sud)	5 327	6 227	16,9
Malaisie	18 587	21 011	13,0
Philippines	13 027	13 297	2,1
Singapour	18 898	19 298	2,1
Taïwan	10 520	10 197	-3,1
Thaïlande	36 962	36 137	-2,2
Chine (Rép. pop.)	40 496	54 514	34,6
Inde	20 274	20 979	3,5
Indonésie	10 834	13 444	24,1
Liban	619	743	20,0
Pakistan	5 159	5 271	2,2
Arabie Saoudite	3 490	3 669	5,1
Emirats arabes unis	1 301	1 829	40,6
Vietnam	5 678	6 159	8,5
Amérique centrale et du Sud	161 776	160 106	-1,0
Argentine	12 406	12 883	3,8
Brésil	70 019	70 698	1,0
Chili	9 366	8 800	-6,0
Mexique	26 453	26 300	-0,6
Costa Rica	2 361	2 200	-6,8
Equateur	3 842	4 118	7,2
Guatemala	1 438	1 613	12,2
Colombie	9 129	6 793	-25,6
Pérou	4 118	4 680	13,6
Uruguay	924	872	-5,6
Venezuela	8 869	8 111	-8,5
Centres financiers off-shore	7 566	6 529	-13,7
Afrique	63 736	71 199	11,7
Egypte	8 290	8 027	-3,2
Côte d'Ivoire	2 424	2 263	-6,6
Maroc	3 201	3 310	3,4
Nigéria	3 938	3 422	-13,1
Afrique du Sud	21 331	25 909	21,5
Total Monde	1 724 778	1 826 740	5,9

Remarques pour les tableaux 2.4.A et 2.4.B

Définition de base :

Celui qui effectue un investissement direct veut influencer directement et durablement sur l'activité d'une entreprise (en créant une filiale ou succursale à l'étranger ou en participant à 10% au moins au capital d'une entreprise à l'étranger).

Méthode de recueil des données :

La Banque nationale suisse recueille chaque année les données sur les investissements directs suisses à l'étranger. L'enquête est obligatoire pour toutes les entreprises ayant des capitaux d'investissement direct de plus de 10 millions de francs.

Les entreprises fournissent des informations :

- ❑ sur les flux financiers portant sur des participations aux fonds propres (créations de filiales, acquisitions, ventes, augmentations de capital). Le signe moins (–) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse. (tableau 2.4.A partie gauche).
- ❑ sur le volume du capital investi au 31 décembre (participations aux fonds propres et crédits au sein du groupe), (tableau 2.4.A. partie droite). Le volume (stock) d'investissement à l'étranger à la fin d'une année ne correspond pas forcément au stock de l'année précédente additionné au flux de l'année, car les variations du volume peuvent aussi provenir de facteurs n'apparaissant pas dans les flux de capitaux (acquisitions à l'étranger financées par le bénéfice réinvesti de filiales à l'étranger, évolution des cours du change, modifications dans les méthodes comptables, etc.).
- ❑ sur l'effectif de leur personnel dans les filiales et succursales à l'étranger (tableau 2.4.B).

Répartition des investissements par pays :

Le pays mentionné dans les tableaux est dans la mesure du possible le pays bénéficiaire final des investissements directs étrangers de la Suisse. Ce principe ne peut toutefois pas toujours être appliqué (dans le cas par exemple des pays des Caraïbes, plaques tournantes de mouvements internationaux de capitaux, ou dans le cas des paradis fiscaux).

Voir aussi les tableaux 4.1. et 4.2. pour les investissements classés selon le CAD (liste des pays en développement et en transition à la fin de cet *Annuaire*).

Le total des flux d'investissement direct s'est élevé à 11,8 milliards de francs en l'an 2002. Selon les tableaux de la partie 4, 1,9 milliard de francs ont été investis dans les pays en développement (dont 1,4 milliard en Slovaquie). 1,7 milliard ont été investis dans les pays en développement plus avancés et 0,3 milliard dans les PECO/NEI.